

L'INDUSTRIE LAITIÈRE CONTRIBUE À UNE ÉCONOMIE VIGOUREUSE ET STABLE

Le secteur laitier est source d'emploi et contribue à la prospérité économique du Canada.

- La contribution du secteur laitier au PIB est passée de 15,2 G\$ en 2009 à 16,2 G\$ en 2011 et le nombre d'emplois est passé de 215 104 à 218 330.
- Le secteur laitier génère 10,4 % des 2,1 millions d'emplois dans le secteur agricole canadien.
- Chaque année, l'industrie laitière canadienne verse plus de 3 G\$ en impôts municipaux, provinciaux et fédéraux.

Dans sept provinces sur dix, le secteur laitier est au premier ou au second rang de l'économie agricole.

- La production laitière est au premier rang de l'industrie agricole de la Colombie-Britannique, y représentant 20 % des recettes agricoles.
- En Ontario, environ 2 563 000 000 litres de lait ont été produits au cours de la dernière année, soit assez pour remplir 1 025 piscines olympiques.
- En 2013, les secteurs de la production et de la transformation laitière au Québec ont assuré 83 000 emplois et 29 % des revenus du secteur agricole de la province.
- En Nouvelle-Écosse, plus de la moitié des revenus du secteur agricole proviennent de secteurs sous gestion de l'offre. Le secteur laitier à lui seul est à l'origine de 28 % de ces revenus.



Visitez
100BONNESRAISONS.CA
pour trouver la vôtre!



INFO PLC
FÉVRIER 2014



Les Producteurs laitiers
du Canada

LA GESTION DE L'OFFRE FONCTIONNE POUR LES CANADIENS

Elle soutient les collectivités

Les producteurs réinvestissent dans leur ferme et appuient les fournisseurs et les entreprises locales, contribuant à l'économie de partout au pays.

Elle est juste et transparente pour tous les partenaires

En 2013, la Commission canadienne du lait a créé une nouvelle classe de lait pour le fromage mozzarella à utiliser sur les pizzas fraîches, afin de réduire les coûts pour les restaurants qui préparent des pizzas sur place et d'aider à augmenter les ventes de fromage. D'une pizza moyenne vendue 14,83 \$ au restaurant, le producteur touche environ 65 cents.

Des importations sans tarif

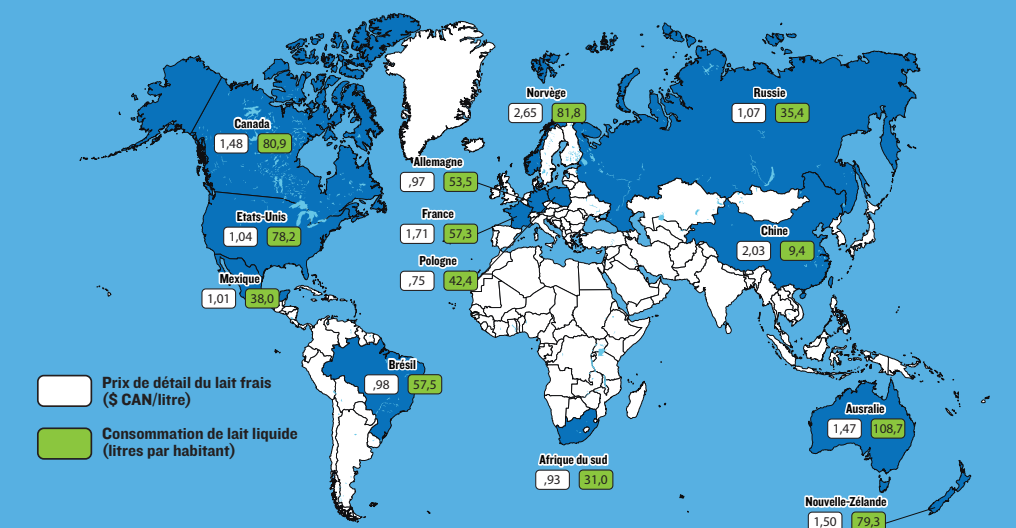
Un total d'environ 6 % à 8 % des produits consommés sont importés en franchise de droits, ce qui fait du Canada un pays plus ouvert que les États-Unis et l'UE.

Les prix de détail du monde entier sont comparables

Tel qu'il est illustré ci-dessous, le prix auquel le consommateur paie son litre de lait au Canada est environ le même qu'en Nouvelle-Zélande et en Australie, ainsi que dans de nombreuses régions des États-Unis et de l'UE.

Les Canadiens dépensent 10,4 % de leur revenu disponible pour de se nourrir et les produits laitiers représentent moins de 1,2 % de ce pourcentage. Le 7 février 2014, les Canadiens avaient gagné suffisamment d'argent pour se nourrir toute l'année, ce qui fait du Canada l'un des pays où les aliments sont les plus abordables dans le monde.

Comparaison des prix de détail dans le monde :
influence de la culture sur la consommation de lait



AC Nielsen; The World Dairy Situation in 2012;
Fédération internationale du lait; compilation des PLC

LA GESTION DE L'OFFRE
EST UNE POLITIQUE ÉPROUVÉE
À L'APPUI D'UN SECTEUR
LAITIÈRE CANADIEN VIGOUREUX,
STABLE ET AUTOSUFFISANT.
VOILÀ L'AVANTAGE CANADIEN.



producteurslaitiers.ca



@dfc_plc



YourMilk.ca

CONTACT:

ROSEMARY MACLELLAN
613-236-9997, poste 2772
rosemary.maclellan@dfc-plc.ca



DÉFENSE DE LA GESTION DE L'OFFRE :

ÉCHANGES COMMERCIAUX RÉGIS PAR DES RÈGLES ET POLITIQUES FRONTALIÈRES

Accord économique et commercial global (AECG)

Le 18 octobre 2013, le gouvernement du Canada et l'Union européenne ont conclu une entente de principe sur l'AECG. L'accord aura un impact concret et important à long terme.

IMPACT ESTIMÉ DE L'AECG SUR LE SECTEUR LAITIÈRE CANADIEN :

- 1,6 % - 2,2 % de la production de lait du Canada;
- 110 - 150 millions en pertes de revenus à la ferme;
- 4 % du marché canadien du fromage;
- 300 millions en ventes annuelles de fromage.

Les PLC se sont engagés à travailler avec le gouvernement du Canada afin de trouver des solutions constructives pour atténuer les incidences nuisibles de l'AECG sur les producteurs laitiers et les fromagers.

Le gouvernement doit chercher à prolonger le plus possible la période de mise en œuvre (10 ans, comme convenu pour le sucre) pour limiter l'impact sur notre industrie laitière.

Le gouvernement doit travailler avec le secteur afin de maintenir la solide confiance que les consommateurs accordent aux produits laitiers canadiens.

Négociation d'accords commerciaux qui respectent les intérêts du Canada

Les PLC continuent de surveiller de près les pourparlers commerciaux et s'opposent à toute proposition qui pourrait nuire au système de gestion de l'offre dans le secteur laitier, qui est essentiel au maintien de la prospérité et de la viabilité de l'industrie laitière canadienne.

Respect des obligations et des engagements négociés

Le système tarifaire prévisible, efficace et appliqué du Canada repose sur le principe des échanges commerciaux régis par des règles. Cela doit demeurer afin de respecter les autres politiques gouvernementales, comme la mise en œuvre et l'administration de la gestion de l'offre et de ses trois piliers.

Le leadership du gouvernement est nécessaire pour veiller à ce que les organismes gouvernementaux, à savoir l'Agence des services frontaliers du Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments, continuent de s'acquitter de leurs responsabilités législatives et réglementaires, de respecter les obligations internationales du Canada. Cela comprend le respect des politiques intérieures, comme la gestion de l'offre.

L'AVANTAGE CANADIEN :

VIGUEUR, STABILITÉ ET FIABILITÉ

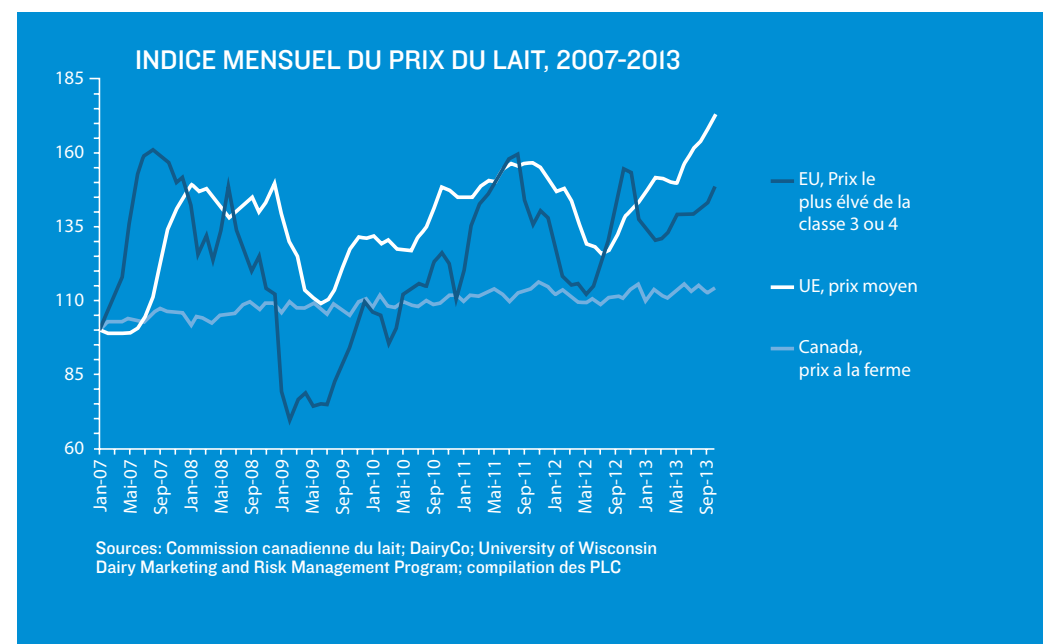
Le marché laitier est l'un des plus instables au monde. Le Canada a la chance d'avoir un secteur laitier vigoureux, stable et fiable, grâce au système dynamique de gestion de l'offre.

La stabilité et la prévisibilité permettent aux producteurs de réinvestir dans leur ferme et la recherche afin de stimuler l'innovation, améliorer l'efficacité et faire croître le marché. Elles favorisent également la prospérité économique et la création d'emplois dans les collectivités canadiennes.

Alors que les prix du lait à la ferme sont volatiles aux États-Unis et dans l'UE, ceux du Canada sont stables. Cette

stabilité et cette prévisibilité permettent aux producteurs laitiers de tirer leurs revenus du marché, sans compter sur l'aide gouvernementale.

Dans son dernier *Dairy Report 2013*, l'*International Farm Comparison Network* a souligné que seulement 12 % de la production laitière mondiale de 2012 avait été produite à un coût égal ou inférieur au prix mondial. La plupart des produits laitiers exportés sont vendus en-deçà du coût de production et proviennent d'industries profitant de subventions gouvernementales (p. ex. : É.-U. et UE). Ces subventions, directes ou indirectes, jouent un rôle important dans la volatilité observée.



VERS UNE PRODUCTION LAITIÈRE DURABLE

La croissance du secteur canadien du fromage au cours de la dernière décennie est une source de fierté pour les producteurs laitiers. C'est là le fruit d'un travail acharné, d'efforts de promotion stratégique et d'importants investissements.

Les investissements dans la recherche permettent d'améliorer les pratiques à la ferme, le marché et l'innovation des produits, ainsi que de faire des percées en nutrition qui contribuent à bâtir un monde plus en santé.

Plus de 80 % des fermes laitières sont maintenant certifiées en ce qui concerne la salubrité des aliments à la ferme. Les producteurs laitiers travaillent avec des vétérinaires, des spécialistes de la nutrition et d'autres experts afin d'améliorer la santé et le bien-être des animaux. Les producteurs laitiers appliquent des recommandations scientifiques portant entre autres sur les stratégies d'alimentation, l'amélioration du bien-être animal et l'environnement.

Avec proAction, les producteurs laitiers canadiens donnent l'assurance d'une gestion saine, responsable et durable de leurs animaux et de l'environnement, et qu'ils mettent en marché collectivement des aliments de haute qualité, nutritifs et sains.

SOIN : Bien traiter les animaux et leur prodiguer d'excellents soins est sensé pour l'industrie laitière.

RESPONSABLE : Instaurer un climat de confiance avec les Canadiens est important pour les producteurs laitiers. C'est pourquoi nous investissons pour protéger et améliorer la santé de nos vaches et traçer notre lait et notre viande jusqu'à la source.

INTENDANCE : Les producteurs vivent à la ferme, mangent les aliments qu'ils y produisent et investissent en pensant à la relève. Le développement durable est une priorité clé.

QUALITÉ : Les producteurs laitiers canadiens sont engagés à produire du lait de haute qualité. Tout le lait est testé afin d'en assurer la salubrité et la qualité.

FAIRE DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE CANADIENNE UNE PRIORITÉ

1. Appuyer la proposition d'atténuation des PLC au sujet de l'AECG de manière à limiter l'impact de l'AECG sur le revenu des producteurs et les perturbations de l'offre sur le marché laitier canadien.

- Prolonger le plus possible, soit à 10 ans, la période de mise en œuvre pour le nouvel accès accordé au fromage;
- Accorder un investissement à long terme et récurrent aux fins de marketing, de recherche et de développement, favorisant une croissance soutenue du marché intérieur du fromage;
- Attribuer et gérer les contingents additionnels concédés à l'Europe, de sorte que l'impact sur les producteurs laitiers et les fromagers canadiens soit atténué;
- Assujettir l'usage de modificateurs (p. ex. « style », « genre ») liés aux normes d'identité canadiennes selon la même logique que pour les concessions faites à l'UE concernant les IG.

2. S'engager à défendre la gestion de l'offre et les trois piliers dans toutes les négociations et sur toutes les tribunes commerciales internationales. Cela signifie :

- Afin de pouvoir continuer d'approvisionner le marché intérieur, l'industrie laitière ne peut accepter aucune autre augmentation de l'accès au marché, ni de réduction de tarifs hors contingent;
 - Aucun impact nuisible sur le revenu des producteurs.
- 3. Veiller à ce que les lois soient appliquées efficacement à la frontière et à ce que l'ASFC et l'ACIA vérifient que leur application est compatible avec la politique gouvernementale d'appui à la gestion de l'offre.**
- S'aligner sur les politiques et les règles des États-Unis en ce qui concerne la capacité de l'industrie intérieure de demander des décisions de classement tarifaire ou de les contester;
 - Suivre le modèle des États-Unis en élaborant des directives claires en matière d'application des tarifs aux composants d'un ensemble d'ingrédients.

4. Soutenir les initiatives des producteurs laitiers pour une production laitière durable.